

ÉTAT DU QATAR

Commission : Comité international olympique (CIO)

Problématique : Quel siège pour accueillir les Jeux olympiques de 2032 tout en respectant de nouvelles perspectives et attentes économiques, sécuritaires, environnementales, sociales et sportives?

L'état du Qatar, péninsule de quelque 3,2 millions d'habitants, mais où les nationaux ne représentent que 10,5 % de la population, a inscrit son action dans une stratégie nationale en 2008, la Qatar National Vision 2030, pour renforcer son règne. Bien au-delà du simple spectacle, le sport agit comme un moteur économique, un facteur de cohésion et un vecteur d'influence sur la scène internationale. Le Qatar, niché entre trois continents, a su en faire un axe stratégique central. Les infrastructures construites ces dernières années parlent d'elles-mêmes, le niveau atteint est difficile à contester. Le Comité olympique national gère tout ça avec une vraie maîtrise, forgée au fil des compétitions accumulées. La Coupe du monde de la FIFA 2022 reste l'exemple le plus parlant, mais cet événement ne constitue pas un cas isolé : cette réussite s'inscrit dans une trajectoire bien plus large, construite patiemment sur le long terme. Aujourd'hui, le retrait de Brisbane de la course aux Jeux de 2032 place le CIO dans une situation délicate. Une situation qui appelle des décisions courageuses et une véritable capacité à se réformer en profondeur.

L'étude des villes candidates doit se faire en parfaite cohésion avec les normes de gouvernance mises en avant par l'ONU. Afin d'éviter tous les problèmes d'image ainsi que des plaintes concernant la transparence et l'implication locale. Pour ce faire la sélection de la ville accueillante devrait répondre aux critères de viabilité, d'adaptabilité mais aussi de durabilité et de légitimité sociale. Et non pas seulement sur des aspects symboliques. Les dérives financières et la contestation populaire rencontrées lors de l'organisation des jeux à Brisbane ont mis en avant les vulnérabilités d'un modèle olympique peu organisé. Il apparaît avec évidence que le but principal du CIO est de restaurer la confiance mondiale en garantissant des Jeux financièrement contrôlés et socialement légitimes.

D'un point de vue économique, la viabilité d'un tel projet repose avant tout sur la valorisation des équipements déjà en place et sur des sources de financement solides. Le Qatar a la chance de posséder près de 95 % des installations dont il aurait besoin. Le stade de Lusail, avec ses 80 000 places, en est l'exemple le plus emblématique, tout comme le complexe sportif d'Aspire. Ces sites s'appuient sur une chaîne logistique déjà rodée : un métro sans conducteur qui couvre l'ensemble de Doha, et un aéroport international, celui de Hamad, qui figure parmi les plateformes aériennes les plus actives au monde. Le résultat est double : des charges d'exploitation allégées et un bilan environnemental sensiblement amélioré. Ainsi pour se projeter un peu une estimation du coût de ces jeux olympiques a été réalisée, elle serait d'environ 5-8 milliards de dollars tous frais compris, ce qui est bien moins que les années précédentes.

Sur le plan environnemental, l'état du Qatar est totalement conscient qu'il fait partie des pays désertiques ainsi une petite adaptation des plannings et des méthodes d'organisation serait nécessaire. Cependant, cela ne devrait pas être un élément bloquant car en effet des discussions sur des changements de calendrier sont déjà en cours concernant les jeux d'Hiver.

Un calendrier modifié pour 2032 pourrait offrir des conditions climatiques plus favorables pour les athlètes tout en minimisant la consommation d'énergie.

Par ailleurs dans le cadre de la National Environment and Climate Change Strategy, le Qatar s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 25 % avant 2030. Un élément clé de cette transition énergétique est la centrale solaire d'Al Kharsaah nichée au milieu du désert, comme quoi être un pays désertique a aussi ces avantages.

En matière de sécurité, l'organisation d'événements majeurs requiert une coordination internationale avancée. L'expérience de 2022 a conduit à la création d'un centre de commandement intégré et à une coopération renforcée avec des partenaires comme Interpol et Europol, utilisant des systèmes de sécurité informatique sophistiqués. Par ailleurs, le Qatar est classé en 118e et dernière position du classement de la criminalité.

Sur le plan social, la légitimité des Jeux repose désormais sur la protection des travailleurs mais aussi le respect des standards internationaux.

Depuis 2018, le Qatar a engagé des réformes importantes sur ces aspects. De plus, l'implémentation d'un bureau à Doha depuis 2018 de l'Organisation internationale du Travail a permis une concrète évolution en termes de droits humains dans le milieu professionnel. Le Qatar a également accueilli plusieurs forums internationaux consacrés au dialogue social et aux standards internationaux liés au travail. Démontrant ainsi sa volonté de transparence et d'amélioration continue.

Conformément à l'article 33 de la Charte olympique et aux directives de l'Agenda olympique 2020+5, le Qatar soutient que la ville accueillant les jeux de 2032 doit symboliser la stabilité, la durabilité et la responsabilité financière. Le Qatar se positionne comme une candidature intégralement élaborée et en mesure de fonctionner immédiatement. Cette assurance s'explique par le fait que cette monarchie a déjà presque toutes les infrastructures en place, un financement assuré par des dispositifs institutionnels solides. Comprenant le soutien du fonds souverain national, ainsi qu'une gouvernance centralisée qui garantit la cohérence et le contrôle des risques. Cette candidature est déterminée et audacieuse. Cependant, elle s'inscrit dans une démarche collaborative, basée sur une interaction institutionnelle mais aussi une adhésion totale des habitants. Le Qatar admet l'importance d'une évolution continue du modèle olympique et suggère de partager ses expériences, ses innovations en termes d'organisation d'événements et ses meilleures pratiques réglementaires, pour encourager le partage des savoirs.

Le Qatar se déclare ainsi prêt à contribuer activement aux discussions destinées à promouvoir la transparence, la durabilité et l'adhésion sociale des Jeux, en s'impliquant dans des groupes de travail collaboratifs, des forums mondiaux et des dispositifs de consultation entre les aspirants et les institutions olympiques. Le Qatar ne repose pas sa candidature sur des promesses vagues, mais sur une stratégie déjà adoptée et vérifiable. La Coupe du monde de 2022 n'a pas seulement été une compétition sportive, elle a servi de terrain d'essai pour un modèle d'organisation original, fondé sur la concentration géographique, une gestion institutionnelle unifiée et une maîtrise logistique rigoureuse. Aujourd'hui, les grandes enceintes issues de cet héritage comme Lusail, le Khalifa International Stadium, l'Aspire Zone continuent de tourner à plein régime, accueillant des compétitions à différentes échelles sans interruption. Avec près de 180 établissements hôteliers et plus de 42 000 chambres depuis fin 2025, le Qatar dispose d'une offre d'hébergement déjà solide. Les tarifs, compétitifs à l'échelle internationale, couvrent tous les profils de visiteurs.

Sur le plan financier, le Qatar a démontré avec la Qatar National 2030 sa capacité à piloter des projets structurants sur le long terme. Le financement d'une éventuelle candidature pour 2032 s'appuierait sur des mécanismes institutionnels éprouvés, notamment le fonds souverain de l'État, ce qui écarte tout risque de dérapage budgétaire. Des acteurs du secteur privé national comme Qatar Airways, Qatar Energy et Ooredoo viendraient compléter ce dispositif.

Cette assise financière répond directement aux inquiétudes soulevées lors de précédentes candidatures internationales. De plus il est important de rappeler que le Qatar est l'un des pays avec le plus haut PIB par habitant du monde étant donné qu'il est de 71 000\$.

D'un point de vue environnemental, les technologies développées pour 2022, comme le système de climatisation ciblée « Spot Cooling », ont été conçues pour être réutilisables et optimisées dans un contexte multisportif. À Al Kharsaah, une centrale solaire de 800 MW tourne déjà, pierre angulaire d'un engagement national qui vise à faire reculer les émissions de gaz à effet de serre de 25 % avant 2030. Dans cette logique, une organisation olympique serait bâtie autour d'un principe « net zéro opérationnel » : on réutilise ce qui existe, on optimise chaque consommation, et ce qui ne peut pas être évité est compensé via des mécanismes certifiés.

Du côté des droits des travailleurs, les changements initiés depuis 2018 représentent une transformation primordiale. Le Worker's Support and Insurance Fund, créé par la loi n° 17 de 2018, protège les salariés face aux employeurs qui seraient plus en capacité de les payer. Un an plus tard, la décision ministérielle n° 95 de 2019 a mis fin au permis de sortie obligatoire pour les expatriés, une contrainte longtemps décrite. Puis en 2021, deux avancées supplémentaires: un salaire minimum fixé à 1 000 QAR, valable sans exception pour tous les employés, et la décision n° 17 de 2021 qui encadre désormais le travail par forte chaleur mettent en avant des évolutions

constantes durant ces dernières années. L'OIT suit tout cela de près depuis son bureau permanent à Doha, ouvert en 2018.

De plus, lors de l'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA 2022 au Qatar, le comité organisateur et les instances internationales ont communiqué un message d'ouverture selon lequel "tout le monde est bienvenu", quelle que soit l'origine, la religion ou l'orientation sexuelle. Cette déclaration visait à rassurer les visiteurs internationaux et à promouvoir l'inclusion dans le cadre d'un événement mondial, même si la société qatarie reste attachée à des valeurs traditionnelles. Cette édition a aussi marqué un tournant pour les supporters handicapés, pour la première fois, des commentaires audio-descriptifs étaient disponibles sur l'ensemble des matchs. Plusieurs enceintes sportives qataries ont intégré, dès leur conception, des zones spécialement aménagées pour les spectateurs présentant des besoins particuliers. Bien au-delà de ces espaces dédiés, c'est l'ensemble du bâti qui a été pensé dans cette optique: accès facilités, places réservées, sanitaires adaptés, espaces sensoriels et points de restauration conformes aux standards internationaux d'inclusion. Le pays a aussi pris part à des échanges internationaux autour des droits des travailleurs et des conditions d'emploi lors des grands événements sportifs. Sa participation active à ces forums traduit une posture d'écoute et une volonté réelle de faire évoluer ses pratiques, plutôt que de se soustraire aux critiques.

Le bilan sécuritaire suite à l'expérience de 2022 a débouché sur une avancée concrète : la mise en place d'un centre de commandement, capable de faire travailler ensemble les services qataris et des organisations extérieures comme Interpol ou Europol. Quant aux outils de cybersécurité développés pour l'occasion, ils ne sont pas restés lettre morte. Ils forment aujourd'hui un socle technique solide, continuellement mis à jour pour coller aux réalités des événements d'envergure. Pour 2032, le Qatar suggère d'aller au-delà des normes actuelles en incorporant des responsabilités contraignantes au sein du Host City Contract, comprenant des objectifs mesurables concernant la transparence budgétaire, la neutralité carbone opérationnelle et la protection des travailleurs. Un comité de vérification autonome, composé de membres du CIO et de spécialistes internationaux, aurait pour mission de produire chaque année un rapport public qui ferait le point sur l'évolution financière, sociale et environnementale du projet. La planification comporterait aussi une consultation organisée des acteurs nationaux pour assurer l'adhésion sociale et la transparence du processus.

Enfin, dans le cadre du réchauffement climatique mondial, le Qatar suggère d'initier une discussion institutionnelle concernant l'adaptation saisonnière des Jeux d'été. Cette proposition fait suite aux débats déjà initiés pour les Jeux d'hiver. L'objectif est de garantir des conditions idéales pour les athlètes et de minimiser les exigences énergétiques lors des périodes estivales extrêmes. Afin de se projeter un peu dans le futur, le Qatar propose un village olympique qui se situerait à Lusail, face à la mer dans une zone déjà urbanisée permettant un accès direct en métro à tous les sites Olympiques. Ce village porterait le nom de "the pearl of performance".

Le Qatar adopte une posture clairement pro-olympique, responsable et réformatrice. La candidature pour 2032 est fondée sur des piliers matériels, financiers et institutionnels robustes, tout en suivant une trajectoire d'évolution du Mouvement olympique. En combinant une préparation anticipative, des engagements mesurables et une volonté de dialogue institutionnel, le Qatar démontre sa compétence à organiser des Jeux qui sont durables, sûrs et inclusifs. Contribuant à restaurer la confiance internationale et à inscrire l'Olympisme dans une trajectoire modernisée.

ANNEXE:



NOM DE LA MASCOTTE: **Shu'la**



the pearl of performance

Le concept de ce village Olympique:

- une villa pour environ 20 athlètes
- panneaux solaires sur le toit de chaque villa
- une lagune artificielle à eau tempérée pour la récupération des athlètes
- Des tours Barjeel: structures captant l'air marin pour rafraîchir naturellement l'ensemble du village
- systèmes de récupération d'eau
- Camp Bédouin Moderne, où il y aura la zone de restauration bioclimatique
- Centre médical et cryothérapie
- Climatisation passive
- Hub de transport connecté
- Centre d'échange culturel
- zone de méditation sur l'eau
- plage privée



Vue de haut



zone de restauration bioclimatique



Zone de méditation sur l'eau